

# ANTICAPITALISTES !

Mensuel du Nouveau Parti Anticapitaliste de Gironde

**Face à la guerre de classe  
contre les pauvres  
et les migrants**



**une politique pour  
défendre nos intérêts  
de travailleurs**



# Lisez la presse anticapitaliste

**Abonnez-vous**

**L'HEBDO**



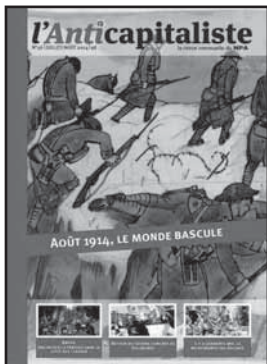
Notre presse n'est financée par aucune publicité et nos moyens financiers sont très limités...

C'est pourquoi le nombre d'abonné-e-s est décisif pour des journaux militants comme les nôtres qui vivent sans pub, sans subvention.

Les abonnements à l'hebdomadaire proposés (par prélèvement ou par chèque) permettent, si vous le souhaitez, de le coupler avec un abonnement à la revue mensuelle.

Voir les tarifs ci-dessous.

**LE MENSUEL**



**L'Anticapitaliste**

**Abonnez-vous, abonnez vos amis !**



## Paiement par chèque à l'ordre de N.S.P.A.C.

Entourer la formule choisie dans le tableau ci-contre, compléter le formulaire ci-après et envoyez les avec votre chèque à :

N.S.P.A.C. - 2, rue Richard Lenoir - 93100 MONTREUIL

Nom: \_\_\_\_\_ Prénom: \_\_\_\_\_

Apt, Esc, Bat : \_\_\_\_\_

N°: \_\_\_\_\_ Rue: \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

TARIFS DES ABONNEMENTS	France et DOM-TOM	
	6 mois	1 an
L'hebdo L'Anticapitaliste	28 €	56 €
L'hebdo et la revue mensuelle	50 €	100 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo	20 €	40 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo et la revue mensuelle	38 €	76 €
Abonnement à la revue mensuelle	22 €	44 €

# SOMMAIRE

<b>Edito</b>	<b>p.3</b>
<b>En lutte !</b>	<b>p.4-5</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Grève à la Monnaie de Pessac : la lutte et la solidarité, ça paie !</li> <li>Grève à l'Ehpad Terre Nègre à Bordeaux</li> <li>8 de Goodyear : relaxe !</li> </ul>	
<b>Nos vies, pas leurs profits</b>	<b>p.6-7</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Quel revenu ?</li> <li>Linky : la filiale d'EDF passe à l'offensive</li> <li>Non à l'expulsion des petits propriétaires par InCité !</li> </ul>	
<b>Leur société</b>	<b>p.8-9</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Contre le FN et ses idées, bienvenue aux réfugié-e-s !</li> <li>Transport bruyant !</li> <li>Pas d'accord avec les accords capitalistes !</li> </ul>	
<b>Dans l'Éducation</b>	<b>p.10-11</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Les crasses du CROUS</li> <li>Touche pas ma ZEP !</li> <li>Violences dans l'Éducation, produit de la dégradation sociale</li> <li>Un bateau qui a fait couler... de l'encre !</li> </ul>	
<b>Politique locale</b>	<b>p.12-13</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Bilan d'activité de la Métropole : libérale et antisociale</li> <li>Finances des collectivités territoriales : tout va bien ?</li> <li>Région : une politique de «développement économique»... avec notre argent !</li> </ul>	
<b>Liberté pour G I Abdallah</b>	<b>p.13</b>
<b>A lire</b>	<b>p.14</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Le profit déchiffré, Christophe Darmangeat</li> </ul>	
<b>NPA</b>	<b>p. 15 - 16</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Au programme de la fête 2016 du NPA33</li> <li>Les Frappier à la fête du NPA33</li> <li>Annonce d'une Réunion-débat sur l'actualité de la crise</li> </ul>	

**Abonnez-vous**

**ANTICAPITALISTES !**

CPPA : 1014 P 11511 - ISSN : 2430-4867

Directeur de publication : François Minvielle

NPA33 - 99 rue Camille Sauvageau - 33800 BORDEAUX  
07 83 64 43 49

Imprimerie : Copy Média - Parc d'activité du Courneau  
23, Av. de Guitayne - 33610 CANEJAN

à **ANTICAPITALISTES !** le mensuel du NPA 33

Tarifs d'abonnement : 15 € (10 n° auprès des comités)  
20 € (10 n° + frais d'envoi postal)  
30 € (10 n°, tarif «soutien» avec envoi postal)

Par chèque à l'ordre de Monica Casanova, en précisant :

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_ E-mail : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

# Face à la guerre de classe contre les pauvres et les migrants, une politique pour défendre nos intérêts de travailleurs

Hollande et Valls ont donc ordonné le démantèlement du campement de Calais : entre 6 et 8000 migrant-e-s et réfugié-e-s, dont plus de 1200 mineurs isolés ont été dispersés sur tout le territoire, par petits groupes, de 15, 30, 50, sous la menace de plusieurs milliers de policiers, gendarmes, CRS. Malgré les pressions de l'Etat et les provocations de l'extrême droite, les migrant-e-s avaient réussi avec des associations militantes, à organiser dans cet immense bidonville des solidarités pour vivre, pour défendre leurs droits. L'Etat a voulu balayer tout cela et a eu le cynisme de parler d'une « opération humanitaire » tant les conditions dans lesquelles il laissait ces milliers de personnes étaient indignes.

Ayant fui la misère et la guerre au Moyen-Orient, dans laquelle l'Etat français et les autres puissances impérialistes ont une responsabilité énorme, les réfugié-e-s sont confrontés maintenant à la guerre contre les pauvres que mène ce même Etat, fabriquant une société de plus en plus brutale pour des millions d'entre nous, par la violence du chômage et de la pauvreté, du mépris, de l'absence d'avenir pour la jeunesse. Et les « forces de l'ordre » qu'on a vu manifester pour obtenir plus de moyens pour réprimer et se protéger, contribuent à cette brutalité, obéissant aux ordres contre les manifestants, la jeunesse des quartiers populaires, les migrants.

Responsables en tant que pantins du Medef et de la finance, les politiciens sont entraînés eux-mêmes dans cette décomposition sociale, la débandade de Hollande en est une preuve de plus. La mécanique de l'alternance pour faire croire au « changement » est usée jusqu'à la corde, par la corrosion que provoque la crise du capitalisme, les contradictions qui s'étaient : la hausse des profits qui se paie au prix du chômage et des licenciements, comme chez PSA, avec plus d'un milliard de profits en 2015 et 2133 suppressions d'emplois pour cette année.

Qui peut croire encore aux justifications entendues mille fois, « faciliter les licenciements aujourd'hui pour davantage d'emplois de-

main » ? Alors le discours le plus brutal prend le relais. L'agression dramatique d'un policier devient une affaire nationale pour étaler le mépris de classe, la haine des jeunes et des « classes dangereuses ». De Valls à Sarkozy en passant par Le Pen, ils pratiquent tous la même surenchère sécuritaire, en espérant capitaliser au moment des élections. Surenchère nationaliste et des discours « souverainistes » aussi, jusqu'à Mélenchon qui multiplie les petites phrases provocantes sur ce terrain pourri.

Cette décomposition politique et sociale fait le jeu du FN, qui tente de récupérer tous ceux qui vivent dans la peur du désordre, du recul social, de la ruine, du déclassement. Le Pen promet le retour de l'ordre et de la sécurité, la nièce s'occupe des cathos, Philppot du « social pour les nationaux »... Et cette spirale réactionnaire ne peut que déboucher sur des passages à l'acte, comme la tentative d'incendie d'un centre devant accueillir cinquante migrants à Arès... auxquels ont répondu heureusement plus de 2000 signataires pour un accueil digne des réfugiés.

C'est aussi qu'en face de cette montée réactionnaire, d'autres forces sont à l'œuvre, celles de notre camp social, de la jeunesse, des travailleurs en colère qui se sont retrouvés encore des milliers à Amiens pour soutenir les Goodyear, qui mènent des grèves sur leurs lieux de travail, donnant une suite à la lutte « contre la loi travail et son monde », des Zadistes qui ne baissent pas les bras, des solidarités militantes avec les migrants.

C'est cette contestation, à laquelle le pouvoir ne répond que par les coups de triques, qui est porteuse d'avenir. Elle porte la perspective d'un affrontement avec l'Etat et le patronat pour gagner des droits sociaux et démocratiques, l'interdiction des licenciements, des papiers pour tous, l'expropriation de la finance, le contrôle ouvrier sur les entreprises... C'est cette politique pour la convergence des luttes que nous portons avec Philippe Poutou, et avec tous ceux qui veulent la discuter et la défendre avec nous.

## Grève à la Monnaie de Pessac La lutte et la solidarité, ça paie !

Nous avons fait 9 jours de grève contre le licenciement illégal de Stéphane, ex secrétaire du CHSCT de l'usine, licencié au retour d'un congé sabbatique, au mépris du Code du travail qui prévoit son reclassement. Et nous avons gagné ! Le collègue avait reçu sa lettre de licenciement alors que la veille au soir à Paris, le PDG déclarait qu'il n'avait « *pas encore pris sa décision* » ! La CGT a lancé immédiatement un appel à la grève pour lundi 10 octobre, massivement suivie.



Dans les raisons de la colère, il y a d'abord eu le mépris du PDG traitant notre collègue de « *personne organisant son parcours professionnel de façon erratique et individualiste* », un comble pour ce haut-fonctionnaire qui ne connaîtra jamais le chômage et ne pense qu'à sa carrière personnelle ! Ensuite, nous dénonçons une entreprise publique qui licenciait en s'asseyant sur le Code du travail. La direction aurait perdu sûrement aux Prud'hommes, mais qu'importe ! Tout le monde sait que les réintégrations sont rarissimes et les indemnités dérisoires. Enfin, le camarade est ouvrier d'Etat (assimilé fonctionnaire) et il était clair pour tous que le PDG créait un précédent avec ce licenciement, vécu comme une menace par tous les ouvriers, tous statuts confondus.

La grève comme les actions à mener ont été votées à chaque étape en AG. Face à la direction qui espérait le pourrissement du mouvement, nous avons décidé de porter ce licenciement illégal sur la place publique. A une soixantaine, nous avons interpellé l'Inspection du travail, où nous avons tous été reçus par le responsable départemental. Nous avons continué en nous invitant à la Préfecture, la Région, au Conseil Général, à la mairie de Bordeaux, à la direction locale des Finances (notre tutelle). Cela a renforcé le mouvement, sa légitimité face à la direction. En même temps, nous avons interpellé largement les médias pour dénoncer le scandale de ce licenciement.

Nous nous sommes adressés aussi aux salariés de l'AIA, ateliers aéronautiques employant de nombreux ouvriers d'Etat, avec le soutien de la CGT de l'usine. Nous avons reçu pas mal de soutiens d'autres entreprises (Ford, CHU, CDiscount, Stryker, ...), d'autres syndicats comme Solidaires, la CNT ou le Collectif de lutte 33. Nous avons fait intervenir la Fédéra-

tion CGT des Travailleurs de l'Etat (FNTE) sur la dénonciation de ce licenciement sans motif, une première pour 30 000 ouvriers d'Etat ! Par contre, l'UD CGT a été particulièrement discrète.

Le 19 octobre, se tenait le Comité d'Entreprise avec le PDG à Paris. La veille et au culot, une délégation CGT Monnaie de Paris et Pessac était reçue à Bercy. Comme quoi, la grève et sa médiatisation leur posent un problème ! Encouragés par cela,

nous avons fait le tour des ateliers à Paris et le lendemain, juste avant le CE, les collègues ont voté la grève. La direction a été accueillie par des « *Non au licenciement de Stéphane* » et un nouveau slogan « *Tout le monde, déteste le patron* »... effet détonnant !

Au CE, la CGT a fait une déclaration avant de le quitter. Le PDG a juste eu le temps de dire qu'il ne changerait pas d'avis, en rajoutant une « *proposition* » : si vous reprenez le travail maintenant, on paie quelques jours de grève et même plus si les commandes sont faites. Les camarades de

Pessac l'ont vécu comme une telle insulte qu'ils ont reconduit la grève le lendemain. Et à 15 heures, le PDG prononçait le mot de « réintégration » avant d'annoncer un CE extraordinaire à Pessac le lendemain.

Le lendemain, le DRH confirmait la réintégration : grosse joie à l'AG qui a suivi. Nous sommes fiers d'avoir réussi à faire plier le PDG par notre détermination et notre solidarité, sur une décision touchant son pouvoir même. Mais surtout, nous avons appris collectivement à dénoncer sur la place publique, politiquement, à exercer notre pression... Bien des choses à retenir et discuter pour construire la convergence des luttes.

Laurent Delage

## 8 de Goodyear

Nous nous sommes retrouvés une grosse centaine de militant(e)s le 18 octobre dernier à l'appel de la CNT Gironde derrière une banderole « *Relaxe des Goodyear* ». En effet, condamnés à 9 mois de prison ferme pour « *séquestration de dirigeants* » en 2014, les 8 militants de la CGT avaient appelé à un grand rassemblement en marge de leur procès à Amiens le 19 et 20 octobre.

Nous nous sommes rassemblés aussi pour dénoncer la criminalisation du mouvement contre la loi travail et des militants syndicaux. Occasion de nous retrouver, les équipes militantes du mouvement, avec pour beaucoup des drapeaux et autocollants. Il y avait des camarades de la CNT mais aussi de Sud Educ et Emploi et de la CGT Ford, CARSAT, Inspection du travail,

## Grève à l'Ehpad Terre Nègre à Bordeaux

Terre Nègre est une maison de retraite privée à but non lucratif de 400 résidents et d'environ 200 salariées dont une centaine d'aides-soignantes et d'ASH.

Depuis le 27 septembre, des salariées sont en grève, essentiellement les soignantes en 10 heures qui font grève 5 heures par jour. Elles revendiquent le remplacement de toutes les absences et l'équité dans les roulements : que les soirées (coucher des



résidents) soient mieux réparties entre les salariées en 10 h et 8 h. Les salariées en 8 h ne sont jamais de soirée. Les salariées d'après-midi protestent contre le nouveau planning imposé par la direction depuis le mois de mars, sans consultation des instances représentatives du personnel. La CGT a d'ailleurs dénoncé un délit d'entrave.

Comme prévu, depuis l'instauration de ce planning, les arrêts maladie et les accidents du travail se sont multipliés tant les conditions de travail sont devenues insupportables. Le soir, il n'y a souvent que 2 aides-soignantes au lieu de 3 pour coucher 65 résidents ! Elles sont obligées d'imposer un timing (lever, toilette, repas, coucher, change des personnes incontinentes) sans respecter le rythme de chacun. Faute de temps, elles ne peuvent stimuler les résidents qui perdent ainsi en autonomie. De plus, la direction a mis en place un protocole pour

les toilettes en cas de manque de personnel (visage, mains et parties intimes), que les soignantes refusent ; une maltraitance institutionnelle qu'elles dénoncent. Une pétition de soutien a été signée par des familles de résidents.

Cette grève menée en intersyndicale CGT /CFDT se heurte à un mur : les grévistes ont beau proposer des plannings plus équilibrés, la direction ne veut rien entendre et tente de diviser les salariées en 10 h et 8 h. Elle a fini par proposer la création d'un demi-poste d'aide-soignante, jugé largement insuffisant.

Avant le mouvement de grève, les syndicats avaient alerté l'ARS, le Conseil départemental. Les grévistes ont aussi alerté la mairie de Bordeaux : Juppé, est président d'honneur de cet Ehpad, sans doute trop occupé en ce moment !

L'ARS n'ayant jamais répondu, c'est directement que les grévistes avec des salariés du privé et du public se sont invitées à l'ARS le 17 octobre en vue d'un rendez vous immédiat. Ce qu'elles ont fini par obtenir au forcing : reçues par le directeur départemental qui leur a promis beaucoup de choses... notamment que leur directeur serait convoqué dans la semaine pour que ce conflit soit réglé. Ce qui l'a interpellé, ce n'est pas que des soignantes se plaignent, ce qui est fréquent, a-t-il dit, mais qu'une partie de la direction de Terre Nègre l'ait aussi contacté pour dénoncer l'attitude du directeur ! Le mépris le plus total !

Les grévistes restent déterminées et poursuivent leur lutte, convaincus que seule leur pression compte. Depuis d'ailleurs, le directeur a été mis en vacances forcées...

Au-delà de Terre Nègre, c'est toute la santé qui est malade, faute de budget. Seule la ministre de la santé, M. Touraine, se vante de la baisse du déficit de la Sécu. On voit à quel prix !

*Correspondantes NPA*

### : relaxe !

Educ'Action, des territoriaux d'Ambarès et de l'UL Bordeaux Nord.

Car si l'Union départementale de la CGT est restée l'arme au pied, les militants combattifs, eux, ne lâchent pas l'affaire et c'est tout naturellement qu'ils se retrouvent aux côtés d'autres militants de la lutte, dont des camarades du Collectif de lutte, de la Coordination jeunes, du CIP, et bien-sûr du NPA et de LO. Il y a eu de nombreuses discussions fraternelles.

A la fin, les camarades de la CNT ont décidé de faire un pot à leur local dont les bénéficiaires ont été pour les copains de la Monnaie en grève.

*Monica*

# Nos vies, pas leurs profits

## Quel revenu ?

Revenu de base, Revenu inconditionnel, Revenu garanti, Salaire universel... plusieurs formulations pour, à des nuances près, une même idée qui fait de plus en plus débat : une allocation mensuelle versée par l'Etat à chaque citoyen quelle que soit sa situation sociale et économique, pour couvrir les besoins élémentaires comme se nourrir, se loger, se loger...

Cela nous est présenté comme une mesure sociale « moderne » pour vaincre la pauvreté, un filet de sécurité contre la misère et l'exclusion. Une sorte de RSA inconditionnel ! Que chacun(e)n, salarié(e) ou pas dispose de ce revenu minimal et ensuite libre de choisir de travailler pour gagner plus.

La somme mise en avant pour ce revenu varie de 400 à 750 euros mensuel, jusqu'à 1000 euros dans le meilleur des cas qui est le seuil de pauvreté actuel et donc loin de ce que devrait être le SMIC, 1700 euros net, pour commencer à vivre décemment. Et cette allocation serait payée par l'impôt et l'augmentation de la TVA, donc essentiellement par les travailleurs eux-mêmes. Et cette allocation remplacerait celles existantes dans la plupart des calculs proposés.

Cette idée de revenu est reprise et défendue par des gens ayant des motivations tout à fait différentes, opposées mêmes. Outre le PG, EELV et une partie du PCF, plusieurs politiciens enfourchent le cheval et se déclarent partisans de cette mesure. De Montebourg à Valls pour la gauche libérale à Lefebvre ou Madelin pour la droite en passant par Macron qui trouve l'idée intéressante, tout comme la réactionnaire Boutin et

jusqu'au FN qui s'y met. Une telle unanimité chez cette brochette d'ennemis directs de la classe ouvrière ne peut que nous interpeller !

Et ce débat sur le revenu ne se limite pas à l'Hexagone. Podemos l'a inscrit à son programme ainsi que le Parti travailliste britannique. En Suisse, un référendum vient d'avoir lieu sur le sujet et en Finlande, un gouvernement de droite allié à l'extrême-droite va l'expérimenter en 2017. D'autres expérimentations existent déjà aux Etats-Unis, Canada, Brésil, Pays Bas...

Un point commun dans tous les scénarios des uns et des autres : pas question de s'en prendre aux capitalistes. On les laisse tranquilles, on ne leur impose rien (salaire, emploi...) et on met en place un système qu'ils n'auront même pas à payer. Dans tous les cas, il ne s'agirait au mieux que d'un aménagement du système en crise, une nouvelle béquille pour lui permettre de continuer.

Le milliardaire américain Albert Wenger résume clairement la chose en disant : « l'instauration d'un revenu universel jouerait un rôle utile d'amortisseur social susceptible d'éviter des révoltes ».

Ces débats existent et rencontrent un certain succès dans la jeunesse, mais pas seulement, comme on a pu le voir dans les collectifs Nuit debout. Mêlant de réels sentiments de générosité à une volonté, souvent naïve certes, mais sincère de combattre les injustices. Tout cela apparaît comme une « utopie réaliste », une issue possible faute de vouloir ou de penser pouvoir combattre de front le système capitaliste.

## EN GIRONDE

Le 30 septembre, un comité de réflexion au projet de revenu de base (élus locaux, agents de Pôle emploi, syndicalistes, associations sociales, militants pour le revenu de base Mfrb) s'est réuni à l'Hôtel de Région. Ils ont planché sur le sujet et quatre scénarios possibles sont envisagés. Deux autres journées sont programmées en 2017 pour une expérience concrète qui pourrait commencer fin 2017. En Gironde, l'idée a été portée par des élus écologistes, du PG et de Nouvelle Donne et le président PS du conseil départemental Jean Luc Gleyse qui pour justifier l'importance de ces débats explique que « le plein emploi n'est plus d'actualité » ! Ben voyons !

Manuel Valls recherche un territoire volontaire pour l'expérimentation du revenu de base et a donc contacté le département de la Gironde pour cela. Affaire à suivre...

Mais comment imaginer trouver une solution aux problèmes de la société sans remettre en cause son fonctionnement politique et économique de fond ?

La seule alternative reste bien le partage du travail et des richesses ce qui suppose de se préparer à l'affrontement de classe pour rompre avec la logique d'exploitation capitaliste responsable de la situation catastrophique de la société pour l'immense majorité de la population. Il n'y a pas d'autre voie, comme cela se discute, et dont ces débats sur le revenu font partie !

Jacques Raimbault



## Linky : la filiale d'EDF passe à l'offensive

Le Tribunal administratif de Bordeaux a condamné le 15 octobre la commune de Montferrand-du-Périgord à verser 1200 euros à la filiale d'EDF, Enedis (ex ERDF), pour avoir osé voter en Conseil municipal, sur demande des habitants, deux délibérations contre l'installation de compteurs Linky prévue pour 2019. Sans se prononcer sur le fond, le tribunal a estimé qu'un Conseil municipal n'est pas compétent pour prendre une telle décision.

C'est la Préfecture de Dordogne qui a choisi de saisir le Tribunal administratif... en référé, une procédure réservée habituellement aux affaires ayant un caractère d'urgence. Procédure pour le moins étonnante ici puisque l'installation de ces compteurs sur Montferrand est prévue pour dans... 3 ans ! Il faut croire que le sujet est sensible pour EDF et Edenis et va bien au-delà de cette petite commune de 160 habitants, qui avait bien peu de moyens pour se défendre.

C'est que la fronde s'amplifie. A ce jour, 270 communes se sont prononcées contre l'installation de compteurs Linky ou Gazpar (pour le gaz). Parmi elles, une vingtaine dans la

région dont celle de Saint-Macaire (où Stéphane Lhomme, engagé dans ce combat, est conseiller municipal), mais aussi de grosses communes telles que Saint-Denis, Maisons-Alfort, Caen...

Depuis le début de leur installation en 2015, les compteurs « communicants » Linky et Gazpar qui permettent le relevé et le pilotage à distance (mise en service, changement de contrat, etc.), suscitent en effet les oppositions. Des associations dénoncent les atteintes au respect de la vie privée et les éventuelles conséquences pour la santé, mais aussi le coût et le gaspillage que représente le remplacement de 35 millions de compteurs d'ici 2021. Un coût estimé à 5 milliards d'euros pour la collectivité.

Pendant ce temps, nombre de petites communes comme Montferrand-du-Périgord survivent avec des budgets qui ne cessent de baisser et n'ont, par exemple, toujours pas accès au haut-débit et pour certaines sont encore en zone blanche, couvertes par aucun réseau de téléphonie mobile...

IU

## Non à l'expulsion de petits propriétaires par InCité !

Lormont a engagé depuis 2013 une opération dite Opération de Réhabilitation Immobilière (ORI) sous l'égide de l'ANAH (Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat). Ce type d'opération est présentée comme bénéficiant à des propriétaires « mal logés ». Elles sont menées par la ville et InCité, une SEM (Société d'économie mixte, associant divers partenaires, dont la Caisse des Dépôts et Consignations) dans des quartiers populaires ayant acquis une valeur immobilière avec l'UNESCO. C'est le cas de tout un périmètre, comme Saint Michel à Bordeaux. InCité cible des immeubles qui peuvent acquérir de la valeur s'ils sont restaurés ou embellis. Des aides, souvent minimes, sont proposées aux propriétaires occupants ou non pour faire un tas de travaux sous prescription et injonction, sinon, ils doivent vendre ou être expropriés.

Certains propriétaires dont les loge-

ments sont très délabrés peuvent apprécier d'avoir une aide pour les restaurer. Mais les 13 propriétaires sélectionnés par InCité et la ville sur les quais et le bourg de Lormont ont parfois des logements en très bon état. Et ils n'ont pas été consultés sur leur adhésion à ce programme. La liste de travaux imposés les pousse à vendre leurs logements ou à prendre le risque d'être expropriés.

InCité, qui n'est pas un aménageur philanthrope, profite de la situation souvent difficile de ces propriétaires pour acheter leurs logements bien en-dessous du prix du marché. On peut douter qu'il en soit de même lors de leur revente plus tard !

Ce serait pour chasser les marchands de sommeil, ce serait très bien si tous ces propriétaires l'étaient. Mais ce qu'on constate avant tout, c'est le départ de leurs quartiers de petits propriétaires qui n'ont pas les moyens de faire les travaux. « InCité organise la gentrification. On

*fait venir des riches dans les quartiers pauvres mais l'inverse est beaucoup plus rare. On ne fait pas venir des pauvres dans les quartiers riches ».* C'est Mathieu Rouveyre, élu PS de Bordeaux et ancien administrateur d'InCité qui le dit.

Des propriétaires concernés par cette opération à Lormont ont interpellé le maire depuis la salle au Conseil municipal du 14 octobre. Hors de lui, il a exigé leur évacuation avant de se raviser et de leur proposer un rendez-vous dans la foulée. Rendez-vous où, plein de morgue, il a cherché à faire diversion en maintenant qu'ils resteront dans le programme qu'ils le veulent ou non.

Mais ces habitants en colère ne vont pas en rester là. Ils ont pris un avocat. A suivre !

Mónica

## Contre le FN et ses idées, bienvenue aux réfugié-e-s !

Le jeudi 29 septembre, le Front national appelait à un rassemblement « contre la venue des migrants » à Bordeaux. Le climat médiatique est propice au FN. L'essentiel de la classe politique joue au jeu de la division, espérant s'attirer ainsi des votes pour les prochaines élections. Alors que le gouvernement PS n'a de cesse de répéter qu'il faut faire la distinction entre migrant-e-s « économiques » et « réfugié-e-s », et de faire la chasse aux migrant-e-s, dans les médias chacun défend à sa manière des mesures réactionnaires et la fermeture des frontières. La « crise » migratoire est le prétexte à un racisme plus ou moins décomplexé : de la mairie FN de Béziers et ses affiches « *Ils arrivent dans le centre ville* » [en parlant des migrant-e-s], au gouvernement qui démantèle la « jungle » de Calais.

Pourtant, et heureusement, le rassemblement du Front national n'a pas fait grand plein. Environ 80 militant-e-s frontistes se sont retrouvé-e-s sur la place Pey-Berland.

Surtout, le contre-rassemblement organisé en seulement deux jours par le collectif Pavé brûlant a, lui, été une réussite. Ce sont près de 250 personnes qui s'y sont retrouvées dans un rassemblement dynamique et déterminé.

Derrière des banderoles « *pour une société sans peur* », « *welcome refugees* » et « *féministes antifa* » le contre-rassemblement a pu, lui, au contraire avoir pignon sur rue et plusieurs passants s'y sont arrêtés par soutien. Au delà d'une simple contre-manifestation pour ne pas laisser la rue à l'extrême droite, le rassemblement a affirmé haut et fort la solidarité avec tous-tes les migrant-e-s.

Ce succès montre non seulement que résister aux idées nauséabondes qui circulent partout est possible, mais aussi que les liens politiques et de solidarité qui se sont tissés pendant le mouvement contre la loi travail continuent de fonctionner. En effet, c'est notamment dans les réseaux militants issus de la loi travail que l'appel à la manifestation avait été relayé (Coordination jeunes, Collectif de lutte 33), car de nombreux-e-s militant-e-s, jeunes et moins jeunes, ont bien compris pendant ce mouvement qu'il était nécessaire de lutter « *contre la loi travail* » mais aussi « *contre son monde* » et donc contre la division et le racisme.

*François (comité jeunes NPA)*



*Photo Pavé Brûlant*



## Transport bruyant !

Interruption de la séance du Conseil de Bordeaux Métropole qui devait voter la nouvelle tarification solidaire de TBM (Transport Bordeaux Métropole) pour 2017, par une vingtaine de militant(e)s – A.C !, Apeis, Sud pôle emploi, PC-NPA jeunes ... ) venus réaffirmer que « la gratuité on s'est battu pour la gagner on se battra pour la garder ».

En effet, cet acquis des luttes des chômeurs des années 90, le transport urbain gratuit pour les plus précaires, est remis en cause. Les élus expliquent que la loi SRU interdit d'accorder des tarifs sociaux sur le seule base d'un statut. Mais si le problème est de se mettre « en conformité avec la loi », qu'ils appliquent celle... sur la réquisition de logements !...

Avec la nouvelle tarification, les réductions seraient de 90 % et étendues pour tous les ayants droits ce qui n'est pas le cas avec la gratuité totale qui est individuelle. Un système plus juste qui bénéficiera à plus de personnes, peut-être, mais en revanche une personne seule qui avait la gratuité devra déboursier 4, 57 par mois pour l'abonnement.

Ce qui a fait dire à la militante d'A.C ! Gironde, lors de la réunion que nous avons imposé par notre action « *Même les 10 % qui resteront à payer c'est trop pour beaucoup... Si on est capable de faire 90 % de réduction pour certains, on doit pouvoir passer à 100 %* ».

Dans les interventions, c'est bien la revendication du transport gratuit qui a été mise en avant. Cela existe dans beaucoup de villes de Libourne à... Tallin, capitale d'Estonie de 400 000 habitants !

Nous avons aussi dénoncé tous les problèmes qui découlent du chômage, de la précarité, pour se nourrir, se loger, se soigner. Ce qui a été ésumé par une intervention disant aux représentants de la métropole « *On ne demande pas la charité mais des droits. Si les chômeurs, les salariés, les retraités, n'ont pas assez pour vivre à cause de la politique de vos partis au gouvernement, alors on doit avoir la gratuité* ».

Correspondant

## Pas d'accord avec les accords capitalistes !

TAFTA, accord visant à libéraliser les échanges commerciaux entre les Etats Unis et l'UE. CETA, accord de libre échange entre le Canada et l'UE. Ces deux traités sont en cours de négociations entre les Etats et contesté à juste titre ( voir le site [www.collectifstoptafta.org](http://www.collectifstoptafta.org) ) par nombres de militant(e)s , associations, organisations, dans tous les pays, car ils ne visent qu'à pousser la logique de la mondialisation capitaliste au maximum, pour le profit des financiers, banquiers, multinationales, en faisant sauter tout ce qui peut mettre la moindre entrave à leur recherche du maximum de profits, à n'importe quel prix et désastre social, humain et écologique.

Les organisations hostiles à ces accords mettent en avant que cela entraînerait, un nivellement par le bas des normes qui existent encore sur l'alimentation, les services publics et droits sociaux, la santé, l'écologie, l'agriculture...

Le 15 octobre les collectifs se sont mobilisés en manifestant à Paris et comme ici dans et devant l'Utopia de Bordeaux pour informer la population. Car il était prévu que le CETA soit signé le 27 octobre entre le Canada et l'UE, avant d'être voté par le Parlement européen début 2017 puis ratifié par l'ensemble des parlements nationaux de l'UE pour pouvoir entrer en vigueur.\*

Là où il y a discussion c'est sur la façon de constester ces accords. Il y a celles et ceux qui défendent l'idée de s'en remettre à l'Etat et au capitalisme national pour l'intérêt du pays contre la concurrence... comme s'il pouvait y avoir un intérêt commun, derrière la couleur d'un drapeau, entre tra-

vailleurs et exploités !

Et ceux, dont nous faisons partie, défendant une perspective de classe, internationaliste, de coopération des peuples, de planification de l'économie, de l'anticapitalisme pour en finir avec les méfaits de leur politique nationale ou internationale.

Il nous faut éviter ce piège mortifère du repli nationaliste, souverainiste, qu'il vienne de la droite et de l'extrême-droite, bien entendu, mais aussi d'une certaine gauche dite anti libérale. « *L'Internationale sera le genre humain...* » !

J.R.

\* Au moment où nous écrivons, ce processus est bloqué par les députés belges de Wallonie...



## Les crasses du CROUS

A Bordeaux comme dans l'ensemble des universités, le versement des bourses ne s'est fait qu'un mois après la rentrée scolaire. Et si depuis la semaine dernière les étudiant.e.s ayant rempli leurs dossiers dans les délais ont enfin reçu leur indemnité correspondant au mois de septembre, bon nombre de celles et ceux ayant déposé leur dossier plus tard n'ont toujours rien reçu. Ce retard accentue la précarité des étudiant.e.s, en fragilisant leur accès aux besoins primaires (alimentation, logement, transport).

Il faut également voir quelles sont les conditions de vie des étudiant.e.s, en partie influencées par les décisions du CROUS. En effet, la qualité des logements tend à diminuer tandis que leur prix augmente. Sur Bordeaux, leur nombre est insuffisant par rapport à la demande. De plus, les logiques administratives sont résolument en défaveur des étudiant.e.s : par exemple, les règlements de loyers arrivent environ une semaine

avant le versement des bourses, ce qui rend leur attente – quand il n'y a pas de retard – particulièrement difficile. Il faut s'habituer à la récurrente semaine de pâtes de début de mois... Enfin, il est impératif que se mette en place un nivellement des budgets alloués aux structures : l'écart entre le budget par an alloué à un.e étudiant.e d'université (4500 €) et à un.e étudiant.e de classe préparatoire (10 000 €), voire de grande école (15 000 € et plus) est bien trop important, inéquitable et injustifiable.

Vendredi 14 octobre, des étudiant.e.s concerné.e.s par ces problèmes se sont rassemblé.e.s devant les bureaux du CROUS. Les services étaient « exceptionnellement fermés » et l'entrée surveillée par un vigile. En empruntant un autres accès, certain.e.s ont tout de même réussi à rentrer et ont finalement été reçus par le directeur adjoint (sachant qu'il nous avait été annoncé avant que tous les responsables étaient absents). Ce fut un dialogue de sourds : ce

dernier défendait qu'il n'y avait pas de problème collectif et qu'il ne s'agissait que d'une série de cas isolés, et ne reconnaissait pas la gravité de ces retards et ce qu'ils impliquaient pour les conditions de vie des étudiant.e.s. Pour eux, le problème vient des étudiant.e.s qui seraient trop à demander les bourses et qui déposeraient les dossiers hors délais, plutôt que des services publics du CROUS.

Pourtant, le scénario semble se répéter d'année en année : comment se fait-il que les services du CROUS et/ou le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche n'arrivent pas à anticiper cet échec organisationnel ? Il semble que ces institutions ne mesurent ni l'importance matérielle de ces versements, ni la colère provoquée par leur retard. Il est impératif que les services d'État soient en mesure d'effectuer leurs missions.

*Marin Tabres*

## Touche pas ma ZEP !

A la rentrée, après les avoir fait lanterner durant des mois, la Ministre de l'Education a annoncé la sortie de tous les lycées du dispositif ZEP (Zone d'éducation prioritaire) dès 2017. C'est le cas en Gironde du lycée Élie Faure à Lormont. Ce dispositif ZEP, même s'il ne comprenait que quelques moyens (comme celui des REP+)\*, permettait d'avoir quelques heures, primes et contraintes d'effectifs pour des lycées accueillant une majorité d'élèves issus de milieux défavorisés.

Sa disparition dégradera les conditions d'enseignement avec une hausse des effectifs par classe, une baisse de l'offre d'options et des cours en demi-groupe, etc., encore plus d'échec scolaire pour ces jeunes !

Mais ce sera aussi une dégradation des conditions de travail des personnels avec la perte de leur prime ZEP et de leurs bonifications pour les mutations. Cela voudra dire une rotation accrue des enseignants mettant en péril le travail en équipes essentiel pour les élèves et les personnels de ce type d'établissements où il y a déjà beaucoup de difficultés, de précarité.

Lorsque j'ai posé le problème au Conseil municipal d'octobre, la majorité PS-PC n'était pas au courant. Le maire s'est

contenté de dire que le mot ZEP datait des années 80 ! Un conseiller FN a doctement dit que si le lycée n'était plus ZEP, c'est que le quartier avait changé. Dans ses rêves ! Il y a toujours 40 % de chômage des jeunes dans le quartier de Génicart où se trouve le lycée.

Mais d'après le Ministère, maintenant, soit ces élèves ne sont défavorisés que jusqu'à leur sortie du collège où ces dispositifs existent encore -pour certains d'entre eux, comme les deux collèges de Lormont-, soit leurs conditions de vie et d'études se sont, soudain, considérablement améliorées !

Une première mobilisation a eu lieu surtout en région parisienne le 29 septembre et le 11 octobre, avec des rassemblements voire occupations de lycées. Le mouvement « Touche pas ma ZEP » soutenu par les syndicats CGT, SUD, FO, FSU et des lycéens, n'a eu comme réponse de Vallaud-Belkacem que la promesse d'un prolongement temporaire de deux ans d'une indemnité pour les profs de l'Education Prioritaire. Alors, il se poursuit et s'élargit au niveau national.

*M. Casanova, élue NPA à Lormont*

\* REP+ : Réseau d'éducation prioritaire « plus »

## Violences dans l'Éducation, produit de la dégradation sociale

Au Lycée professionnel Trégey, à Bordeaux, l'agression violente d'un élève par d'autres, devant l'entrée le 6 octobre, a provoqué une réaction immédiate et massive de solidarité. Par la grève, élèves et enseignants ont exprimé leur colère et le ras-le-bol face à la situation d'abandon vécue dans de nombreux établissements.

Cette agression n'est pas un acte isolé, l'actualité en rend compte, mais à Trégey, ce n'est pas la démagogie sécuritaire qui s'est faite entendre, mais bien la question de la casse de l'éducation, les grévistes affirmant : « *Il nous manque des surveillants, des heures pour dédoubler des classes et une assistante sociale car elle ne vient que le mardi matin alors que nous avons des élèves en grande difficulté* ». Des revendications bien légitimes face à la dégradation des conditions d'enseignement et d'encadrement dans les établissements. La grève a obligé le rectorat à se déplacer et à promettre des moyens supplémentaires... lui qui avait supprimé un poste de surveillant l'an dernier.

Plus profondément, cette politique d'économies fait qu'une bonne partie



de la jeunesse pauvre se sait abandonnée, reléguée dans des lycées de seconde zone, dirigée vers des formations non voulues, parfois sans débouchés, exclue du système scolaire sans diplôme ni perspective d'emploi par dizaines de milliers chaque année. Dans un contexte de décomposition sociale, de chômage massif, de dégradation des conditions de vie dans les quartiers populaires, c'est la violence liée à des rapports sociaux de plus en plus brutaux qui s'impose, et qui vient percuter en retour les établissements scolaires.

La violence qui augmente est bien le symptôme d'une dégradation sociale profonde. Pour y faire face, il s'agit effectivement de revendiquer des moyens pour l'éducation, une lutte immédiate pour contester aussi la légitimité d'un système qui n'offre aucun espoir à sa jeunesse.

F.M.

### Un bateau qui a fait couler... de l'encre !

Fin septembre il aura été difficile d'échapper à la médiatisation sur le bateau amarré face à la place de la Bourse (tout un symbole !) au nom tout simple de « A ». Que le nom de simple d'ailleurs, car pour le reste, la presse locale nous en a tartiné jusqu'au mal de mer : un yacht à 300 millions de dollars appartenant à un banquier milliardaire russe de... 26 ans !, mesurant 119 m pour 6000 tonnes, avec 7 suites pour 14 passagers servis par 42 membres d'équipage. Bien entendu un moteur Rolls Royce avec, petit détail d'intendance, un plein de gazole autour de 1,4 million de dollars !

« *Visible par le commun des mortels pour admirer ou caresser le rêve d'en posséder un de ce type* » (pas une pub mais une des perles médiatiques sur ce monstre des mers !).

Désolé de ne pas participer à cette admiration béate devant l'étalage de la fortune et du luxe, mais au contraire d'en ressentir un profond dégoût et de la colère. Un des détails qui manque à ce genre d'histoire, même si on avait l'âge du capitaine, c'est comment ce type est devenu milliardaire ? Comment être si riche en vivant comme vous et moi ? Visiblement, il ne fallait pas parler de ces petites choses, cela n'aurait pas été du meilleur effet pour l'image de luxe que veut se donner la ville, classée par l'Unesco tout de même !

On voudrait nous faire trouver naturel qu'existe cette minorité de gens qui peuvent s'engraisser (et à quel point !) sur notre dos et par le pillage des richesses. Et il faudrait s'en extasier en plus !

Faut pas rêver mais se révolter !

J.R.

## Bilan d'activité de la Métropole : Libérale et antisociale

Elues du NPA, à Lormont et à Cenon, nous sommes intervenues à nos conseils municipaux, sur le bilan d'activité de Bordeaux Métropole.

Comme chaque année, il s'agissait d'un satisfecit de la Métropole, affichant sans complexe ses ambitions économiques et de compétitivité à l'échelle européenne. Pas de quoi nous faire oublier les oppositions fortes des agents qui se sont manifestées à sa création l'an dernier, ni que celle-ci a été imposée à marche forcée, de façon antidémocratique, aux communes et aux populations.

Dans le contexte d'austérité et de baisse des dotations aux collectivités, il y a de quoi s'inquiéter pour les services publics et de proximité, pour l'emploi public et pour les conditions de travail et de vie des agents. Derrière les nombreux chiffres du rapport, il y a la réalité que vivent les populations et les agents territoriaux.

Nous avons pris quelques exemples des orientations de cette Métropole libérale, au service des profits, antisociale, qui est en train de se construire :

- L'usine Getrag Ford transmission à Blanquefort : la Métropole se félicite de lui avoir octroyé en janvier 2015 une subvention de 2 millions d'euros pour « *soutenir son effort d'investissement* ». Mais l'aide publique n'est pas regardante sur les conditions des salariés : sous la menace de suppressions d'emplois, elle a généralisé le travail des samedis et dimanches et le travail de nuit, le recours massif à l'intérim, revu à la baisse les contrats de travail. Un an après avoir empoché les subventions publiques, en janvier 2016, ses dirigeants ont revendu l'entreprise à un équipementier canadien. Nous avons dénoncé l'argent public ainsi donné aux entreprises, sans aucun contrôle de la collectivité, qui ne sert que le profit.

- L'augmentation des tarifs des transports au 1<sup>er</sup> août, de 3 % à 10% selon les titres de TBM. Les usagers sont encore mis à contribution, tandis que le délégataire Kéolis empoche les profits. Nous avons rappelé la nécessité d'un service public des transports au service de la population et sa gratuité.

- L'insuffisance de la construction de logements sociaux : sur les 50 000 logements prévus par la Charte que la Métropole a signée avec des bailleurs sociaux et des promoteurs, on est encore très loin de la construction du tiers de logements sociaux prévus. Sans un service public du logement et des mesures contraignantes de la part de la collectivité vis-à-vis des promoteurs privés, c'est toujours le profit qui l'emporte, au détriment des dizaines de milliers de familles en demande d'un logement social.

Quant aux conditions de travail et de vie des plus de 1000 agents territoriaux soumis à la mutualisation, le rapport n'en dit rien. La dégradation des conditions de travail est pourtant

là, en particulier avec l'éloignement des lieux de travail des agents, la modification des missions, le flou dans leur définition, la surcharge de travail. Les agents ont plusieurs fois manifesté leur mécontentement. Les éboueurs, agents des déchetteries et de voirie de la Métropole, contraints à 11 jours de grève en juin dernier, ont réclamé entre autres les mêmes droits pour tous et des embauches supplémentaires. Un mouvement traité de « *boooliganisme* » par Alain Juppé !

Ni la mutualisation, ni les transferts de compétences ne sont mis au service du développement des services publics, de la gratuité des transports et de l'énergie, de la création massive d'emplois publics, du bien-être des agents. Le maître mot est mutualisation, c'est-à-dire, faire autant voire plus avec moins d'agents.

Seule la mobilisation et les luttes de la population et des salariés pourront stopper l'austérité, le démantèlement des services publics et la dégradation des conditions des personnels, et inverser les logiques destructrices du capitalisme.

Monica Casanova et Christine Héraud,

### Finances des collectivités territoriales : tout va bien ?

Le 11 octobre, la Cour des comptes a présenté un rapport sur les finances 2015 des communes, départements et régions... et malgré la baisse des dotations d'Etat (6,8% de moins entre 2014 et 2015), la Cour se félicite que ces finances vont bien... comprenez qu'elles ont des dépenses qui baissent (- 0,9% en 2015).

Le principal point de ce satisfecit concerne la rigueur sur les dépenses salariales : le rythme de progression de ces dépenses a été divisé par trois l'an dernier. A cette austérité imposée aux effectifs (moins d'embauches, moins de renouvellements des départs en retraite, salaires limités), s'ajoutent les diminutions des subventions aux associations qui rendent des services à la population...

Bref, quand la Cour des comptes distribue des bons points, ce sont les politiques d'austérité qu'elle encourage, sur le dos des salarié-e-s des collectivités territoriales et des populations qui ont besoin de davantage de services publics.

## Région :

### Une politique de « développement économique »... avec notre argent !

Le 10 octobre dernier, c'était jour de fête pour les entreprises à la commission permanente de la région Nouvelle-Aquitaine : elle distribuait généreusement des « aides » pour le « développement économique et l'emploi », la formation et l'apprentissage... Au total ce jour-là : 136 millions d'euros issus de nos impôts.

A titre d'exemples, l'entreprise bordelaise Mure et Peyrot spécialisée dans les couteaux de sécurité et lames industrielles a reçu une enveloppe de 350 000 € pour passer de 9 à 14 salariés... ce qui fait la modeste somme de 70 000 € par création d'emploi envisagée. Autre entreprise bordelaise, l'éditeur de logiciel NP6 solutions, a reçu 750 000 € d'aide à la recherche pour une prévision de création de 40 emplois. Dans le Lot-et-Garonne, les Etablissements Soulard ont obtenu eux 152 000 € pour la création de 8 emplois ; en Charente-Maritime, l'entreprise Saro 500 000 € pour 16 recrutements dans les deux ans à venir... et il ne s'agit là que d'un petit échantillon.

Et la Région ne se limite pas à « aider » les petites ou moyennes entreprises, elle arrose bien au-delà comme en témoignent,

simple exemple là aussi, les 158 000 € donnés par la Région à Getrag Ford Transmission en juillet dernier, une usine de l'automobile comptant plus de 800 salariés à Blanquefort. La somme versée par la région correspond au financement de la moitié de son plan de formation 2016, auxquels s'ajoutent 150 000 € venant de l'Etat (47,28 % du montant total du plan), restent 8 600 € à payer par Getrag, soit à peine les 2,72 % restants.

Une « politique économique » que Valls entend amplifier : il vient d'annoncer le transfert d'une partie de la TVA aux régions à compter de 2018.

Ce dont s'est félicité Richert, l'actuel président de l'Association des régions (LR), pour qui « c'est une vraie révolution. Nous allons être à bidentique de ce qui se fait dans les Länder allemands ou les autres grandes régions européennes »... Vieil objectif de Rousset qui se réjouit d'autant plus que « la TVA rapporte une centaine de millions d'euros supplémentaires chaque année » précise-t-il. Elle est pas belle la vie ?

Isabelle Ufferte

## Liberté pour Georges Ibrahim Abdallah !

Pour la soirée de soutien à Georges vendredi 21 octobre à l'Utopia, une salle bien pleine pour le film documentaire « Stop The Wall » suivi d'un débat avec Julien Salingue, spécialiste du Moyen Orient et aussi militant du Npa. Il nous a fait mieux comprendre la réalité de ce que peut subir le peuple palestinien depuis trop longtemps par la politique de colonisation brutale que mène l'Etat d'Israël. Pour les 3 millions de palestiniens c'est par exemple 1 homme sur 2 qui passera par la prison, ce sont plus de 100 blessés par jour dans les affrontements avec l'armée israélienne (ramené à l'échelle de la France, cela représenterait 3000 blessés chaque jour) ! Julien nous a fait comprendre aussi les évolutions politiques des organisations palestiniennes. Comment, ce sont les jeunes (80 % au chômage) qui s'affrontent à l'armée pendant que

la majorité de la population doit bien vivre au jour le jour malgré tout, avec les mêmes désirs et besoins que vous et moi. Comment, d'emmener les enfants à l'école est aussi une façon de résister !



Samedi nous avons donc manifesté à nouveau, comme chaque année à la prison de Lannemezan ou Georges entame sa 33<sup>ème</sup> année de détention. Lui le militant communiste libanais, combattant pour la libération de la Palestine, libérable pourtant depuis 1999 (site :

<http://liberonsgeorgesover-blog.com> ). Nous étions 400 de tout le pays, dont un bus de Bordeaux, pour une manifestation toujours animée, pleine de colère et d'émotion notamment à la lecture par une camarade du collectif du message envoyé par Georges qui, depuis sa prison continue à défendre ses idées, à défendre tous les mouvements de luttes anti capitalistes, internationalistes, ...

La situation est malheureusement bien bloquée actuellement, sans perspectives pour la libération de Georges que les gouvernements français qui se succèdent veulent laisser mourir en prison à la demande des Etats Unis et de l'Etat d'Israël.

Nous continuons le combat pour sa libération, il nous faut encore l'amplifier !

J.R.

# A Lire

## *Le profit déchiffré, trois essais d'économie marxiste*

Christophe Darmangeat - Ed. La ville brûle - 15 euros

« *Qu'est-ce que le profit ? Par quoi, et surtout par qui, est-il créé ? Quels mécanismes régissent sa répartition et comment contribuent-ils à obscurcir son origine ? C'est à ces questions que ce livre s'attache à répondre, en soulignant l'actualité brûlante des découvertes réalisées il y a 150 ans par celui qui avait mis à nu les rouages cachés de la société capitaliste afin de la frapper au cœur : Karl Marx* », explique Christophe Darmangeat dans l'avant-propos de son ouvrage.

Dans le premier essai, *L'énigme du profit*, il développe les fondements marxistes de l'exploitation salariale. Il revient sur les raisonnements qui ont conduit Marx à leur élaboration, à travers la critique des travaux de ses prédécesseurs, Adam Smith et David Ricardo. Il fait un point très utile sur ce qui oppose, aujourd'hui plus que jamais, les économistes, soutiens inconditionnels de l'économie capitaliste qui prétendent faire régner leur loi dans les universités et occupent le devant de la scène médiatique, à ceux qui critiquent cette économie du point de vue marxiste.



Le second essai a pour titre *Travail productif et improductif*. Peut-il exister un travail qui ne produit rien ? Marx y répond en se plaçant du point de vue du capitaliste, pour qui la production d'une marchandise est avant tout destinée à produire du profit. N'est alors « productif », de ce point de vue, que le

travail qui produit du profit. Si le débat peut sembler accessoire, il est actuellement objet d'une controverse, sur la notion de « bien commun ». A découvrir dans le livre.

Dans la troisième partie, *La rente*, l'auteur reprend l'analyse de Marx, assez ardue, de la façon dont les propriétaires fonciers, qui louent leurs terres à des fins d'exploitation agricole, mais aussi minière ou pétrolière, prélèvent leur part du profit réalisé par le travail.

En les reformulant à sa façon, et dans le contexte économique d'aujourd'hui, le livre de Christophe Darmangeat démontre à quel point les thèses de Marx n'ont pas pris une ride. La lecture de la première partie, assez facile, est un bon complément à la lecture de brochures comme *Salaire prix et profits* et *Travail salarié et capital*, de Marx. Les deux autres parties, plus complexes, permettent d'aller plus loin dans la compréhension des biais par lesquels le capitalisme s'accapare les richesses produites par le travail.

Daniel Minvielle

## Les temps changent...

Le prix Nobel de littérature à Bob Dylan voilà une bonne occasion pour découvrir ou redécouvrir son œuvre, surtout des premières années 1961-1966, des chansons qui ont eu un impact considérable pour toute une génération. Celle-ci date de 1964 et reflète bien une société en pleine mutation sociale, politique, artistique, et les bouleversements à venir contre ce vieux monde... qu'il nous reste toujours à changer !

### *The times they are a changin'* (le monde et les temps changent)

Où que vous soyez, accourez braves gens !  
L'eau commence à monter, soyez plus clairvoyants  
Admettez que, bientôt, vous serez submergés  
Et que si vous valez la peine d'être sauvés,  
Il est temps maintenant d'apprendre à nager  
Car le monde et les temps changent

Et vous, les gens de lettres dont la plume est d'or,  
Ouvrez tout grands vos yeux car il est temps encore  
La roue de la fortune est en train de tourner  
Et nul ne sait encore où elle va s'arrêter  
Les perdants d'hier vont peut-être gagner  
Car le monde et les temps changent

Vous les pères et les mères de tous les pays,  
Ne critiquez plus car vous n'avez pas compris,  
Vos enfants ne sont plus sous votre autorité,

Sur vos routes anciennes, les pavés sont usés,  
Marchez sur les nouvelles ou bien restez cachés  
Car le monde et les temps changent

Messieurs les députés, écoutez maintenant :  
N'encombrez plus le hall de propos dissonants,  
Si vous n'avancez pas, vous serez dépassés  
Car les fenêtres craquent et les murs vont tomber,  
C'est la grande bataille qui va se livrer  
Car le monde et les temps changent

Et le sort et les dés maintenant sont jetés  
Car le présent bientôt sera déjà passé  
Un peu plus chaque jour, l'ordre est bouleversé  
Ceux qui attendent encore vont bientôt arriver  
Les premiers d'aujourd'hui, demain, seront les derniers  
Car le monde et les temps changent

## Fête du NPA - samedi 5 novembre

14h-minuit à Cenon - 88 rue Victor Hugo - Salle Victor Hugo  
Tram A - Jean Jaurès / Bus 27 - Victor Hugo

### 14h30 débat

*Face à la crise de l'Europe et au drame des migrants, quelles réponses internationalistes ?*



### 16h30 débat

*Quelles suites, quelles perspectives pour les militantEs du mouvement « contre la loi travail et son monde » ?*



### A la librairie

#### Désirée et Alain Frappier

présenteront et dédicaceront leurs bandes-dessinées. *Voir page 16*

### 19h allocution politique

**Yvan Lemaitre, de la direction nationale du NPA**

en début de soirée, repas fraternel

et pendant toute la fête : vidéos, librairie, buvette, tables de presse militantes, expositions...



### vers 21h concert

#### CADIJO

*Blues et chansons*

Voir le programme complet sur notre site : <http://www.npa33.org/images/programmefete16.pdf>

## Réunion-débat

### 2007-2016... un bouleversement du monde qui ouvre de nouvelles perspectives révolutionnaires

En août 2007 éclatait aux Etats-Unis une crise qui se répercutait immédiatement sur toute la planète et dont on n'est toujours pas sorti. Crise globale, elle a bouleversé tous les aspects de la vie, économique, sociale, environnementale, financière, politique, sans oublier les guerres et leurs massacres, les destructions, les exodes massifs...

Elle était l'aboutissement des politiques de mondialisation libérale lancées au début des années 1980 par les principales puissances mondiales pour sortir de la crise des années 1970-75, offensive générale contre les travailleurs et les peuples. Au nom du « traitement de la crise », cette guerre de classe a pourtant été poursuivie par les gouvernements et des institutions internationales, Front Monétaire International, Banques centrales, G20 (groupe des 20 plus grandes puissances mondiales), Union européenne... Et presque dix ans plus tard, le bilan global de ces politiques est dramatique.

Mais les conditions d'une sortie de la crise sont aussi en train de se concrétiser. Une évolution des consciences s'opère dans les classes populaires sous les coups de l'offensive des classes dirigeantes. La contestation sociale reprend ses droits, occupant la rue et les places, des révolutions arabes au mouvement contre la loi travail en passant par les multiples mouvements, grèves générales, indignés, etc., qui, en Grèce, au Portugal, en Espagne, aux USA même, ont marqué la décennie... Tout cela est le signe que s'ouvre une nouvelle perspective, celle d'un changement révolutionnaire de la société.

C'est à discuter de toutes ces questions et de la politique que les militants révolutionnaires peuvent mener face à la crise, que le NPA 33 vous invite le

**samedi 10 décembre, de 10 heures à 13 heures**

local du NPA33, 99 rue Camille Sauvageau

# Désirée et Alain Frappier à la Fête du NPA33

Respectivement scénariste et dessinateur, les deux auteurs nous feront le plaisir de dédicacer leurs albums suivants, et une surprise !

*Dans l'ombre de Charonne* (Ed. Mauconduit), paru en 2012, est leur premier roman graphique qui s'inspire du témoignage particulièrement fort de Maryse, lycéenne proche du PC et victime de ce massacre de 8 manifestants et de centaines de blessés par des compagnies de district de la ville de Paris. Il nous plonge dans l'univers de ceux qui combattaient la guerre et défendaient l'indépendance de l'Algérie en montrant les interrogations et révoltes suscitées par la politique du gouvernement PS de Mollet, les ambiguïtés du PC, l'impunité des forces de police, au sein de cercles de lycéens antifascistes...

*La vie sans mode d'emploi, Putain d'années 80* (Ed. Mauconduit) est un récit autobiographique dans lequel Désirée et Alain Frappier campent avec humour et tendresse les années 80 à travers la vie d'un immeuble parisien : les prémices d'un libéralisme triomphant, la précarisation des jeunes, mais aussi la démoralisation militante avec la récupération de la marche de Beurs contre le racisme et des manifestations contre la loi Devaquet, alors qu'un Yves Montand s'avouant « *de gauche tendance reaganienne* » vante avec cynisme les vertus du capitalisme à la télé... Un retour sensible sur une jeunesse, héritière des années 70, qui veut vivre et lutter, mais perd ses repères.

*Le Choix* (Ed. La ville brûle), autre récit autobiographique dans lequel Désirée et Alain Frappier évoquent le drame des enfants condamnés à « *porter le chagrin de leurs mères* » à une époque où la loi de 1920 interdisait la contraception et faisait de l'avortement un crime contre l'Etat. Récit d'une enfance trébuchante de droite à gauche, toujours plus loin du cercle familial, et d'une adolescence bordelaise, où, en 1974, scolarisée à l'institut du Mirail et logée dans un foyer d'étudiantes à proximité du campus universitaire, Désirée « *qui ne l'a pas été* » croise le chemin des militantes et des militants pour le droit des enfants à naître désirés.

Des albums magnifiquement dessinés en noir et blanc, documentés, militants. En attendant en janvier prochain leur prochain album, *Là où se termine la terre*, sur l'histoire d'un Chilien militant du MIR, réfugié en France en 1974, ils dédicaceront aussi, et c'est leur surprise, l'album collectif *Détachez vos ceintures* auquel ils ont collaboré et dont tous les bénéfices seront versés à l'ACIPA de Notre-Dame-des-Landes.

Mónica



## Aidez le NPA !

Comme tous les ans, nous lançons une campagne de soutien financier au NPA qui durera jusqu'au 31 décembre.

On peut souscrire en ligne : <https://souscription.npa2009.org>

ou par chèque à l'ordre de **NPA souscription**, à envoyer à : **NPA souscription, 2 rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil**

Conformément à la loi de financement des partis politique, la souscription permet une déduction fiscale des deux tiers du montant versé : vous donnez 3 euros, le parti en reçoit 3, l'État vous en reverse 2 ! Moyennant un peu de patience avant le remboursement, vous pouvez donc multiplier votre don par 3 ! Pensez à bien préciser votre adresse, si ce n'est pas celle indiquée sur le chèque, afin que vous puissiez recevoir votre reçu fiscal.

CONTRE LEUR MONDE

NOTRE CAPITAL:  
NOTRE SOLIDARITÉ

SOUSCRIPTION 2016

